Informations de base

2025/2862(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur le cas d'Abdoul Aziz Goma, détenu de façon arbitraire au Togo **Subject** 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général 6.10.09 Situation des droits de l'homme dans le monde **Zone géographique** Togo	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
10/09/2025	Débat en plénière		
11/09/2025	Décision du Parlement	T10-0194/2025	Résumé
11/09/2025	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2025/2862(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B10-0377/2025	08/09/2025	
Proposition de résolution		B10-0379/2025	08/09/2025	
Proposition de résolution		B10-0382/2025	08/09/2025	
Proposition de résolution		B10-0386/2025	08/09/2025	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0194/2025	11/09/2025	Résumé

Résolution sur le cas d'Abdoul Aziz Goma, détenu de façon arbitraire au Togo

2025/2862(RSP) - 11/09/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur le cas d'Abdoul Aziz Goma, détenu arbitrairement au Togo.

Le texte adopté en plénière a été présenté par les groupes PPE, S&D, ECR, Renew et Verts/ALE.

Abdoul Aziz Goma, citoyen irlandais et togolais, a été arrêté et détenu au Togo en décembre 2018 pour avoir aidé des manifestants locaux à organiser des manifestations préélectorales. M. Goma a été soumis à de graves tortures et détenu au secret pendant de longues périodes, ce qui a entraîné une grave détérioration de son état de santé pendant sa détention.

Le Parlement a fermement condamné l'arrestation arbitraire, la détention prolongée au secret et les tortures subies par Abdoul Aziz Goma et a exhorté les autorités togolaises à le libérer immédiatement et sans condition et à faciliter son évacuation médicale urgente. Parallèlement, la résolution a demandé la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques.

Les députés ont également appelé à une réforme du système pénitentiaire togolais et à la fin de la pratique de la détention provisoire arbitraire des opposants politiques.

Enfin, l'Union européenne et ses États membres sont invités à recourir à la voie diplomatique pour résoudre cette affaire et à soutenir les efforts visant à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'état de droit au Togo.